

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2804

[2005/202445]

20 JULI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de modellen voor de diploma's en de diplomasupplementen uitgereikt door de universitaire instellingen en de examencommissies voor universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid op de artikelen 81 en 82;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties erkend op gemeenschapsniveau, overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau, gepleegd op 6 juni 2005;

Gelet op het advies nr. 38.612/2 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2005, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De modellen van diplomasupplementen die een bewijs zijn van de academische graden bedoeld bij artikel 32 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, en uitgereikt door de universiteiten en de examencommissies voor universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden opgesteld overeenkomstig de modellen in bijlage bij dit besluit.

Art. 2. De modellen van de diploma's alsmede de instructies met betrekking tot de opstelling ervan zijn opgenomen in bijlage 1 wat de diploma's uitgereikt door éénzelfde universitaire instelling betreft.

Art. 3. De modellen van de diploma's alsmede de instructies met betrekking tot de opstelling ervan zijn opgenomen in bijlage 2 wat de diploma's uitgereikt door de examencommissies voor universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 4. De modellen van de diploma's alsmede de instructies met betrekking tot de opstelling ervan zijn opgenomen in bijlage 3 wat de diploma's door meerdere universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap tegelijkertijd uitgereikt, betreft.

Art. 5. De modellen van de diplomasupplementen alsmede de instructies met betrekking tot de opstelling ervan zijn opgenomen in bijlage 4.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2005.

Art. 7. De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2805

[2005/202449]

20 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 4, § 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 4, § 1^{er}, modifié par le décret du 27 mars 2002 modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et portant diverses mesures modificatives;

Vu l'urgence motivée par l'article 4, § 2, alinéa 7, du décret du 30 juin 1998 précité, modifié par le décret du 27 mars 2002 précité, qui dispose que pour le 15 mai précédant la première année scolaire du cycle pour les cycles trisannuels au plus tard les listes des établissements ou implantations susceptibles de bénéficier des discriminations positives doivent être transmises par l'Administration au Gouvernement ainsi qu'aux Conseils généraux;

Considérant la nécessité pour l'Administration de disposer de l'indice socioéconomique de chaque secteur statistique pour pouvoir établir ces listes conformément à l'article 4, § 2, du décret du 30 juin 1998 précité;

Considérant dès lors la nécessité d'approuver sans délai le choix des variables déterminant les critères nécessaires à l'établissement de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique et la formule de calcul de l'indice composite l'exprimant;

Vu la proposition de l'équipe interuniversitaire et les justifications données par celle-ci relatives au choix des variables et à la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique, donnée le 12 mai 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 juin 2005;

Vu l'avis n° 38.756/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 juillet 2005, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant les discriminations positives dans l'enseignement obligatoire dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Le choix des variables visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, tel que mentionné à l'annexe 1^{re}, est approuvé.

Art. 2. La formule de calcul de l'indice composite visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 30 juin 1998 précité, telle que mentionnée à l'annexe 2, est approuvée.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 4. La Ministre-Présidente ayant les Discriminations positives dans l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M. ARENA

ANNEXE 1^{re}. — RELATIVE AU CHOIX DES VARIABLES

Variable déterminant le critère « Revenu moyen par habitant » :

1. Revenu moyen par habitant en euros (2001);

Variable déterminant le critère « Revenu médian par ménage » :

2. Revenu médian par ménage en euros (2001);

Variables déterminant le critère « Niveau des diplômes » :

3. Part des personnes ayant terminé leurs études qui disposent au moins d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur parmi les personnes ayant achevé leurs études (2001);

4. Part des ménages avec enfant dont une personne au moins dispose d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur parmi les ménages avec enfants (2001);

Variables déterminant le critère « Confort des logements » :

5. Part des logements disposant du grand confort : logements disposant d'une cuisine d'au moins 4 m², d'un téléphone, de l'eau courante, d'une salle de bain, du chauffage central et d'une voiture/Total des logements (2001);

6. Nombre de pièces pour 100 habitants : Nombre total de pièces * 100/population (2001).

Variables déterminant le critère « Taux de chômage, taux d'activité et taux de bénéficiaires du revenu mensuel minimum garanti » :

7. Taux d'activité des femmes : ensemble des femmes occupant un emploi/femmes de 18 à 60 ans ayant terminé leurs études (2001);

8. Taux de chômage : ensemble des demandeurs d'emploi (y compris non rémunérés) parmi les personnes présentes sur le marché du travail (2001);

9. Taux de bénéficiaires du revenu mensuel minimum garanti (1998);

Variables déterminant le critère « Activités professionnelles » :

10. Part des professions de haut standing : personnes exerçant une profession de haut standing/ensemble des personnes actives dont on connaît la profession (1991);

11. Part des professions de bas standing : personnes exerçant une profession de bas standing/ensemble des personnes actives dont on connaît la profession (1991);

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2005 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socioéconomique de chaque secteur statistique en application de l'article 4, § 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

La Ministre-Présidente de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

ANNEXE 2. — RELATIVE A LA FORMULE
DE CALCUL DE L'INDICE SOCIO-ECONOMIQUE DE CHAQUE SECTEUR STATISTIQUE

L'indice socio-économique relatif à chaque secteur statistique se calcule grâce à la formule et au tableau 1 ci-après construit à partir des données fournies principalement par l'Institut national de Statistique pour chacun des secteurs statistiques.

$$\text{Indice}_{\text{ du } \text{ Quartier}} = \sum_{n=1}^{11} \frac{(\text{Valeur}_{\text{ de la Variable}_n} - A_n)}{B_n} \cdot C_n$$

Dans la formule ci-dessus, établie au moyen d'une analyse en composantes principales pondérée par le nombre de jeunes de 0 à 20 ans qui habitent chaque secteur statistique,

* n indique le numéro de la variable considérée au niveau du secteur statistique (11 variables),

* An est la valeur moyenne de la variable pour l'ensemble des secteurs statistiques de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et de la région de langue française, pour lesquels des données étaient disponibles lors de l'élaboration de la formule,

* Bn est la valeur de dispersion (écart-type) de la distribution des valeurs de la variable pour chacun des secteurs statistiques,

* Cn est un coefficient qui attribue un poids à la variable et qui résulte de l'analyse en composantes principales.

De manière à éviter les valeurs extrêmes de certains secteurs, toutes les valeurs inférieures à - 4,0 sont ramenées à cette valeur. De même, toutes les valeurs supérieures à + 4,0 sont ramenées à celle-ci. Cette correction permet d'éviter que certaines valeurs particulières n'influencent de manière artificiellement importante le calcul de la valeur moyenne de certaines implantations de petite taille.

Tableau 1. — Valeur des différents paramètres de la formule de calcul de l'indice relatif à chaque secteur statistique

	N	A _n	B _n	C _n
Revenu moyen par habitant en euros (Rev moy)	1	10436,45319	2978,49302	0,12258
Revenu median par ménage en euros (Rev med)	2	18256,84840	3724,52284	0,11735
Part des personnes ayant terminés leurs études qui disposent au moins d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur parmi les personnes ayant achevé leurs études (Dip)	3	51,27534	12,90778	0,12335
Part des ménages avec enfant dont une personne au moins dispose d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur parmi les ménages avec enfants (Dipp)	4	71,77453	13,50132	0,12247
Part des logements disposant du grand confort : logements disposant d'une cuisine d'au moins 4m ² , d'un téléphone, de l'eau courante, d'une salle de bain, du chauffage central et d'une voiture/ Total des logements (Gc)	5	40,43697	14,69179	0,12022
Nombre de pièces pour 100 habitants : nombre total de pièces * 100/Population (Piece)	6	201,69778	23,67642	0,06441
Taux d'activité des femmes : ensemble des femmes occupant un emploi/femmes de 18 à 60 ans ayant terminé leurs études (Actf)	7	57,69448	11,95463	0,12040
Taux de chômage : ensemble des demandeurs d'emploi (y compris non rémunérés) parmi les personnes présentes sur le marché du travail (Chom)	8	19,86266	10,29917	- 0,12736
Taux de bénéficiaires du revenu mensuel garanti (CPAS)	9	0,74643	1,12926	- 0,07337
Part des professions de haut standing : personnes exerçant une profession de haut standing/ensemble des personnes actives dont on connaît la profession (Prof1)	10	39,90556	16,03398	0,11799
Part des professions de bas standing : personnes exerçant une profession de bas standing/ensemble des personnes actives dont on connaît la profession (Prof3)	11	29,32807	14,32517	- 0,12392

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2005 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 4, § 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

La Ministre-Présidente de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2805

[2005/202449]

20 JULI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de formules voor de berekening van het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 4, § 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op artikel 4, § 1, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002 houdende wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, en houdende verschillende wijzigingsbepalingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door artikel 4, § 2, zevende lid, van het voornoemde decreet van 30 juni 1998, gewijzigd bij het bovenvermelde decreet van 27 maart 2002, dat bepaalt dat voor 15 mei voorafgaand aan het eerste schooljaar van de cyclus voor de driejaarlijkse cyclussen, de lijsten van de inrichtingen of vestigingsplaatsen die een positieve discriminatie kunnen genieten, door het Bestuur aan de Regering en de Algemene Raden moeten worden bezorgd;

Overwegende dat het Bestuur over het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector moet beschikken om deze lijsten te kunnen opstellen overeenkomstig artikel 4, § 2, van het voornoemde decreet van 30 juni 1998;

Overwegende dat de keuze van de variabelen die de criteria bepalen die nodig zijn voor het vaststellen van het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector en de formules voor de berekening van het indexcijfer dat uit verschillende elementen bestaat, dan ook onverwijld moeten worden goedgekeurd.

Gelet op het voorstel van de interuniversitaire ploeg, en op de verantwoordingen gegeven door haar met betrekking tot de keuze van de variabelen en de formules voor de berekening van het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector, gegeven op 12 mei 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 mei 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 juni 2005;

Gelet op het advies nr. 38.756/2 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2005, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Presidente tot wier bevoegdheid de Positieve Discriminatie in het Leerplichtonderwijs behoort,

Besluit :

Artikel 1. De keuze van de variabelen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, zoals vermeld in bijlage 1, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De formules voor de berekening van het indexcijfer dat uit verschillende elementen bestaat, bedoeld in artikel 4, § 1, vierde lid, van het bovenvermelde decreet van 30 juni 1998, zoals vermeld in bijlage 2, wordt goedgekeurd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 4. De Minister-Presidente tot wier bevoegdheid de Positieve Discriminatie in het Leerplichtonderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA